

Déclaration sur le maintien de la paix en temps de pandémie de COVID-19

Le 15 mai 2020

En tant que coprésidents du Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État, la ministre du Développement international, l'honorable Karina Gould, et le ministre de la Planification et du Développement économique de la Sierra Leone, honorable Francis M. Kai-Kai, ont fait aujourd'hui la déclaration suivante au nom des membres du Dialogue :

« Nous, les membres du Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État, sommes solidaires de tous ceux qui sont touchés par la pandémie de COVID-19. La pandémie est une tragédie humaine et une crise mondiale qui pose de graves risques aux États fragiles et touchés par des conflits (EFTC), risques qui vont au-delà des répercussions directes sur la santé.

« Les effets socio-économiques déstabilisateurs que la pandémie pourrait avoir sur les EFTC nous préoccupent tous plus particulièrement. À cet égard, nous appuyons le secrétaire général des Nations Unies dans son appel à un cessez-le-feu mondial qui permettrait aux pays de s'unir face à la pandémie. Dans un esprit de coopération et de soutien mutuel, nous accueillons aussi favorablement les déclarations sur la pandémie prononcées par le groupe du g7+ (composé des EFTC) et par la Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État.

« En ces temps difficiles, nous attirons l'attention de la communauté internationale sur la nécessité d'adopter une approche globale face à la COVID-19 afin de garantir la pérennité des progrès durement acquis en matière de consolidation de la paix, de renforcement de l'État et de prévention des conflits dans les EFTC. Il faudra pour cela compter sur le soutien intégré des partenaires des domaines de l'aide humanitaire, du développement et de la paix, ainsi que sur des mesures inclusives, dirigées par les pays, axées sur la prévention et la résilience, sensibles aux conflits et adaptées à leurs causes. Sans ce genre de coopération, les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030 risquent d'être encore plus difficiles à atteindre.

« Dans ce contexte, nous réaffirmons notre engagement envers les mesures de lutte contre la COVID-19 qui font avancer les priorités établies par les membres du Dialogue dans le cadre de leur Vision pour la paix 2019-2021, par le Programme 2030 (notamment l'objectif de développement durable 16+), par le New Deal pour l'engagement dans les États fragiles, de même que par la Déclaration de Stockholm. Nous réaffirmons la pertinence des thèmes prioritaires de notre vision pour la paix dans notre lutte contre la COVID-19 afin de renforcer la cohésion nationale, de faire progresser l'égalité des genres et le Programme sur les femmes, la paix et la sécurité, et de soutenir un secteur privé qui fait la promotion de la paix.

« Nous encourageons les gouvernements nationaux à faire en sorte que les mesures mises de l'avant pour lutter contre la COVID-19 contribuent à bâtir des sociétés justes et inclusives et

n'entravent pas le travail des divers intervenants, dont les jeunes, les femmes artisanes de la paix et les défenseurs des droits de la personne. Nous réaffirmons qu'il faut continuer de protéger et d'élargir l'espace opérationnel de la société civile lors de la mise en œuvre des mesures de lutte contre la pandémie, notamment pendant les périodes de confinement.

« Nous reconnaissons que les femmes, les filles et les autres groupes vulnérables, comme les migrants, les réfugiés et les personnes vivant dans la pauvreté, seront touchés de manière disproportionnée par la crise. C'est pourquoi la réponse mondiale doit être sensible au genre et les interventions doivent protéger tous les groupes vulnérables contre la violence potentielle et les autres effets de la réponse à la COVID-19.

« Dans ce contexte, nous reconnaissons aussi qu'il est nécessaire de galvaniser le secteur privé pour qu'il appuie les mesures de paix, de préserver les moyens de subsistance et de protéger les personnes touchées par la crise de ses effets économiques immédiats et à long terme. Ensemble, nous nous efforcerons de protéger les budgets d'aide officielle au développement et de multiplier les sources financières pour soutenir les gouvernements et les communautés des EFTC, et nous inviterons tous nos partenaires œuvrant à la consolidation de la paix à faire de même.

« La pandémie de COVID-19 a entraîné une crise mondiale. Aussi, nous insistons pour dire que les réponses nationales à elles seules seront insuffisantes pour faire face aux différentes dimensions de ses répercussions : politique, économique, sociale et humaine. À titre de plateforme tripartite unique, le Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État peut jouer un rôle prépondérant en réunissant les partenaires du développement, le groupe du G7+ et la société civile dans le but de préserver la paix.

Pour faire face à cette crise extrêmement complexe, les partenaires du Dialogue s'efforceront de mobiliser divers acteurs afin de favoriser un dialogue inclusif et un engagement collectif ainsi que la coopération triangulaire, entre États du Sud et entre États fragiles. Nous travaillerons ensemble pour que nos objectifs de consolidation de la paix, de renforcement de l'État et de prévention des conflits restent au premier plan des mesures de lutte contre la pandémie. Ensemble, nous continuerons à faire progresser notre objectif commun, qui est de susciter des changements positifs pour les personnes qui vivent dans des situations de fragilité et de conflit. »